

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 9 MAI 2026 - n° 1371

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

La vie toujours plus chère et les capitalistes qui s'engraissent

La vie chère est brutale aux Antilles. En Martinique comme en Guadeloupe, les prix du carburant atteignent des niveaux insoutenables, respectivement 2,06 euros et 2,11 euros le litre de gasoil, rendant chaque déplacement plus coûteux.

Dans des territoires où la voiture est souvent indispensable, c'est un obstacle dans la vie des travailleurs.

À cela s'ajoute l'explosion des prix du transport. Se rendre en Hexagone coûte fréquemment autour de 1000 euros un aller-retour, même en périodes creuses. Voyager entre la Martinique et la Guadeloupe est un luxe. L'augmentation des tarifs maritimes accentue l'isolement de territoires comme Marie-Galante. La vie chère accentuée par l'inflation s'étend bien sûr à l'alimentation, aux packs d'eau, aux produits de première nécessité.

Dans un contexte où le chômage est élevé et où de nombreux travailleurs ont des emplois précaires, cette hausse généralisée devient intenable. Même ceux qui travaillent peinent à vivre dignement.

Cette situation ne se limite pas aux Antilles. À l'échelle mondiale, l'inflation frappe et aggrave les inégalités. Oxfam a intitulé l'un de ses derniers rapports sur la pauvreté mondiale « Résister au règne des plus riches ». Et pour cause : dans ce contexte les riches prospèrent !

Les grandes entreprises de l'énergie enregistrent des profits colossaux. TotalEnergies affiche 5,8 milliards de dollars de bénéfices au premier trimestre, soit 51 %

de plus en un an, avec la flambée des prix du pétrole et la spéculation liées à la guerre en Iran. Le groupe américain BP engrange 3,2 milliards de dollars, soit plus du double de l'année précédente.

D'autres secteurs suivent : grande distribution, transport. Aux Antilles les prix sont très élevés et les marges sont maintenues ou augmentées avec l'inflation.

Les multinationales transforment la crise du capitalisme et les guerres qu'elle engendre en jackpot financier.

Les riches se gavent. En un an la fortune des plus riches a bondi trois fois plus vite que la moyenne des cinq années précédentes. Elle avait atteint 18 300 milliards de dollars fin 2025, son plus haut niveau historique.

L'argent public est massivement employé pour les dépenses militaires et les commandes liées à l'armement au lieu d'être investi dans des services utiles et nécessaires pour la population. Par exemple la société Thales, groupe spécialisé entre autres dans la défense aérienne a vu son carnet de commandes exploser de 71 % en 2026, plus de 2,2 milliards d'euros.

En ce moment le coût des dépenses militaires françaises liées aux guerres dans le monde est estimé à 1 milliard par mois !

Les travailleurs ne doivent pas se sentir coupables d'exiger des augmentations de salaire. C'est une nécessité de plus en plus criante ! Les salariés de Transaglo, le transport en bus en Martinique, l'ont compris, ils mènent une grève depuis plus d'un mois pour des augmentations de salaire. C'est cet exemple qu'il faudra suivre si l'on veut voir le sort des travailleurs changer. C'est un rapport de force entre la classe travailleuse et le patronat.

Pour l'instant ce sont les grands patrons qui mènent la barque, mais la tendance peut s'inverser. Ce fut le cas à de nombreuses occasions dans le mouvement ouvrier et ça va le redevenir. Le mois de mai par exemple est jonché de symboles et de dates commémoratives des luttes acharnées des exploités : mai 1802 en Guadeloupe, mai 1848 en Martinique et en Guadeloupe, mai 1967 à Pointe-à-Pitre, mai 1968 en France !

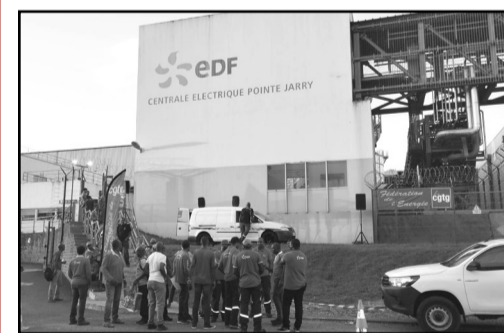
Ce sont les grèves générales et les grèves offensives qui font peur aux capitalistes. Le système capitaliste sombre systématiquement dans les crises qu'il engendre lui-même et qu'il fait payer à la population. Il est incapable de créer une société harmonieuse car il est basé sur l'exploitation des travailleurs. Il est temps de le combattre et de le renverser.

Martinique Grève à La Poste, la direction recule



LIRE p. 2

Guadeloupe Non aux poursuites contre les grévistes d'EDF-PEI !



LIRE p. 3

Haiti Les ouvriers ont manifesté le Premier mai



LIRE p. 8

Martinique

Transaglo : la grève se poursuit

Débutée le 17 mars 2026, la grève paralyse toujours le fonctionnement de l'entreprise spécialisée dans le transport de passagers.

Face aux travailleurs toujours déterminés, un patron qui continue de se laver les mains et des politiques qui n'assument pas leurs responsabilités et misent sur la lassitude des grévistes. En dépit de la décision de justice leur enjoignant de sortir des piquets de grève, les grévistes sont toujours présents et interviennent aux côtés des chauffeurs des autres lignes. Lundi 4 mai, ils ont mené une action de blocage en direction d'un dépôt de cars scolaires appartenant à leur patron, Hugues Pharès, à Pellerin Lamentin.

En mai 2025, un protocole d'accord de fin de conflit et de reprise de travail a été signé entre

les salariés grévistes, le gérant de Transaglo et Martinique Transport, autorité unique organisatrice et donneur d'ordre, représentée par son président. Deux points avaient été actés : la mise en place d'un 13ème mois se substituant à une prime exceptionnelle à compter du 1er septembre 2025 et l'harmonisation des rémunérations dans la Zone Cacam à partir de la même date dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Si la prime de 13ème mois est bien entrée en application, cela n'a pas été le cas de l'harmonisation des salaires, faute de conclusion d'une DSP selon les responsables de Martinique Transport. Restés sans information sur la

mise en place de la DSP, les salariés ont formulé leurs revendications salariales en réclamant un rattrapage sur les salaires de 300 euros, ramenés à 150 euros pendant la négociation.

Martinique Transport pour sa part, s'immisçant ainsi dans la négociation, a carrément demandé par écrit à la direction de Transaglo d'exclure les salaires de la discussion.

Aujourd'hui Martinique Transport et la CTM demandent aux grévistes d'attendre la mise en place de la DSP pour mettre en place une harmonisation des rémunérations étalée sur... six ans. Quand il s'agit de voler au secours des capitalistes qui interpellent les politiques pour béné-

ficier de subventions, en plus des millions d'aides publiques qu'ils reçoivent, tout est mis en œuvre pour les satisfaire. Mais dès qu'il s'agit des travailleurs, on leur parle de situation financière compliquée, de patience, de décalage dans le temps.

Alors que les prix augmentent de manière régulière, les salaires, les pensions de retraite, les minima sociaux sont bloqués. Les grévistes de Transaglo ont donc raison de se battre et d'exiger un rattrapage sur leur salaire. Ils refusent d'être les dindons de la farce et exigent le respect d'un accord qui profitera à des centaines d'autres salariés au-delà de ceux de Transaglo.

Grève à La Poste, la direction recule

Le lundi 27 avril dernier, les agents de La Poste ont lancé une grève de 24 heures.

Plusieurs dizaines d'agents mobilisés ont dénoncé leurs mauvaises conditions de travail et la gestion injuste de leur direction. Plusieurs centres de distribution, à Ducos, au Robert, à Saint-Joseph, et au Lamentin sont restés fermés.

Quelle est l'origine du conflit ? Le secrétaire adjoint de la CGTM-PTT Jean Juvigny, dénonce une situation « injuste » : un agent expérimenté serait menacé de sanction après la disparition d'un bac de transport, malgré des éléments jugés flous et des responsabilités partagées. « Pour nous, il y a une volonté

de le sanctionner parce qu'il est élu et qu'il gêne ». Furieux de voir leur collègue sanctionné, les grévistes ont riposté.

Ces protestations ne sont pas entrées dans l'oreille d'un sourd. Très rapidement, la direction a dû faire marche arrière. Tout d'abord, la sanction infligée à l'agent a été annulée. Et des mesures ont été prises pour améliorer les conditions de travail des agents dans les différentes communes de l'île.

An kout gôje pa mové pou fê tout' bagay maché. Woulo ba yo !



■ Les grévistes mobilisés devant le centre administratif de Clarac, à Fort-de-France.

Guadeloupe

Air Antilles : chronique d'une mort annoncée

Finalement, comme on pouvait s'y attendre, le tribunal a prononcé la liquidation judiciaire d'Air Antilles lundi 27 avril. De report en report, de faux espoir en faux espoir, le seul projet de reprise a été considéré comme peu fiable. Il y a plus de six mois que les salariés sont dans l'attente, après le blocage des

vols par la DGAC, pour des raisons techniques puis administratives.

La voie est désormais libre pour Air Caraïbes, qui a le monopole et pourra arguer de la hausse des prix du kérosène pour imposer ses tarifs.



Air Antilles : 116 salariés sur le carreau

Pour le personnel, cela ne change pas grand-chose, car le projet de Pierre Sainte-Luce ne prévoyait de reprendre que... 14 salariés ! Pour beaucoup, c'est

presque un soulagement, car cela va permettre de clarifier la situation et de chercher du travail.

Mais dans le contexte actuel,

trouver un emploi ne va pas être simple. Voilà à quoi a mené la gestion capitaliste de la compagnie, en mode cow-boy avec Koury, puis en mode amateur

avec Mussington. Dans tout cela, ni l'intérêt public ni celui des salariés n'ont pesé dans la balance, dans ce système pourri qu'est le capitalisme.

Non aux poursuites contre les grévistes d'EDF PEI !

Une quinzaine d'agents d'EDF PEI (Production électrique insulaire) ont été convoqués au tribunal le 28 avril dernier. Ils sont poursuivis pour « association de malfaiteurs, mise en danger de la vie d'autrui et dégradations de biens d'utilité publique ».

Le procès a été renvoyé au 23 juin.

Les salariés avaient commencé une grève le 16 septembre 2024. Ils exigeaient l'application du protocole d'accord signé le 17 février 2023. Les grévistes réclamaient de meilleures conditions de travail, la régularisation des fiches de paie et celle de la carrière des agents qui partiront à la retraite. Mais la direction d'EDF faisait la sourde oreille et a refusé d'appliquer certaines revendications. Les chefs ont multiplié les provocations contre les grévistes. L'un des chefs d'EDF venu sur place en Guadeloupe a quitté la table des négociations, au bout de deux semaines, et est reparti en France. La direction a rompu les négociations rejetant la faute sur les grévistes et prétextant que la majorité des points de revendications ne faisaient pas partie du protocole de février. Puis EDF a lancé un ultimatum aux grévistes jusqu'au vendredi 25 octobre 2024 pour signer la

partie de l'accord obtenu lors des négociations.

La veille, un travailleur de PEI, particulièrement apprécié de ses camarades, a reçu une lettre le convoquant à un entretien préalable à sa mise à la retraite d'office. Ses camarades en ont eu connaissance le vendredi 25. C'est alors que les grévistes sur un coup de colère ont provoqué l'arrêt de toutes les machines causant l'arrêt général et total de la production sur l'ensemble de l'archipel.

Le groupe EDF a réalisé en 2024 des bénéfices nets record de 11,4 milliards d'euros. Il est donc capable de donner satisfaction aux grévistes, d'autant plus que l'entreprise vole en toute impunité ses salariés sur les congés payés. En 2024, elle leur devait 1,2 millions d'euros.

La justice coloniale a décidé de s'attaquer aux grévistes. Quinze salariés avaient été placés en garde à vue en juin 2025. En traitant les grévistes de malfai-



Les agents d'EDF PEI devant la centrale de Jarry en 2023.

teurs, on les fait passer pour des monstres, c'est immonde !

La justice n'est pas aussi réactive quand il s'agit des gros patrons de la banane, responsables de l'empoisonnement des sols au chlordécone, responsables de la contamination des eaux et d'une

bonne partie de la population des Antilles françaises. Cette contamination a causé de nombreux cancers chez les ouvriers de la banane, un bon nombre en sont morts. C'est ça la justice coloniale ! Toujours dévouée aux intérêts des gros capitalistes.

Nouveau CHU

Des agents inquiets !

Jeudi 30 avril, des agents du syndicat UTS ont opéré un barrage filtrant à l'entrée du CHU. Ils protestaient contre l'ouverture du nouveau CHU sans signature de protocole. Une inquiétude bien fondée !

Ouverture timide

Le lundi 13 avril, le nouveau CHU de Belle-Plaine a ouvert ses portes. Ce timide début d'un hôpital dont la construction a

commencé en septembre 2018, a été salué en grande pompe par les autorités locales : « vaisseau amiral de la santé en Guadeloupe » pour le directeur de l'ARS.

C'est oublier combien de reports ont déjà eu lieu pour malfaçon. C'est oublier aussi que ce nouveau CHU comportera moins de lits que l'ancien, 556 lits contre 618 actuellement et 656 en 2015. Moins de lits, donc moins de personnel et moins de capacité d'accueil.



Le nouveau CHU de Belle-Plaine aux Abymes.

Martinique

Avec « Grimp » : France Travail vend du rêve

France Travail a annoncé la mise en place d'une application appelée « Grimp ». Son rôle est d'aider les demandeurs d'emploi à organiser leurs candidatures directement sur la plateforme.

France Travail ne tarit pas d'éloges à propos de l'application : « 100 % gratuite » ou encore « pour bien candidater, il faut surtout savoir bien s'organiser ». Cet énième outil de France Travail est surtout de la poudre aux yeux. On veut une

nouvelle fois faire croire aux travailleurs sans emploi que s'ils sont au chômage, c'est parce qu'ils ne cherchent pas comme il faut...

S'il y a du chômage, c'est parce qu'il y a plus de chômeurs que d'emplois disponibles. Ainsi la

Martinique se retrouve avec 12 % de chômage, selon les chiffres officiels.

Pour enrayer le chômage, il n'y a pas de secret : il faut que le grand patronat, GBH et consorts, embauchent des milliers de travailleurs. Mais ils ne le fe-

ront jamais de bon cœur. Ainsi, une lutte collective des travailleurs pour des embauches massives, pour répartir les heures de travail entre tous sans diminution de salaire, serait une solution efficace contre le chômage de masse.

Martinique

Mobilisation du Premier mai

Près de 800 travailleurs, venant du commerce, d'EDF, de l'agriculture (banane), de la santé, de l'éducation nationale, du bâtiment et de la métallurgie, des PTT, ou encore des municipaux et bien d'autres, se sont retrouvés à l'appel de plusieurs organisations syndicales, pour manifester dans les rues de Fort-de-France.

Parti dès 10 heures 30 de la Maison des syndicats, le cortège avec les banderoles des différents syndicats a emprunté les grands axes de la capitale. Les slogans les plus repris par les manifestants étaient : *La vi two ché, pass ke lé salère two ba. Le premié mai sé viktoua a travayé, Misié Macron pa minyin li. A ba lé kapitalis ki responsab ladjé-a. Patwon ka attaké, ouvrié ka réponn. Lésens la two ché, lé salère two piti.*

On pouvait lire sur la bande-

role des agents des hôpitaux : *Non au rationnement des soins.* L'argent public pour l'hôpital public. Ou sur celle des ouvriers agricoles : *Non aux licenciements.*

Des organisations politiques nationalistes étaient également présentes, telles le PPM, ou Péyi-a, et aussi les militants de Combat ouvrier qui ont déployé leur banderole : *Contre la barbarie capitaliste : Révolution.*

En tout cas, les travailleurs de plusieurs secteurs d'activités,



ont voulu montrer au patronat et au gouvernement qu'ils refusent

de payer leur crise.

Guadeloupe

Un beau Premier mai aux Abymes

Cette année, le traditionnel défilé unitaire du Premier mai, Journée internationale de lutte des travailleurs, s'est déroulé aux Abymes.

Une dizaine d'organisations syndicales, des organisations politiques, dont Combat ouvrier, et des associations notamment celles mobilisées contre le scandale de l'eau ou encore la Cimade qui défend les droits des émigrés, avaient appelé à cette mobilisation et ont installé leur stand sur l'esplanade Zorobabel. Plus de 1 500 manifestants se

sont rassemblés pour marquer cette journée. Dans le cortège, on pouvait entendre des slogans pour exiger l'augmentation des salaires contre la hausse des prix. Des slogans dénonçaient la guerre et l'argent public qui y est englouti. D'autres dénonçaient les injustices comme les meurtres de Klodo, Liber et d'autres par des gendarmes qui à

ce jour sont impunis. Le scandale des coupures d'eau a également été dénoncé.

À la fin du défilé, les responsables syndicaux se sont exprimés pour dénoncer les conditions de travail dans différents secteurs d'activité.

Cette manifestation du Premier mai est d'autant plus importante qu'aujourd'hui en France le Pre-

mier mai est la cible du gouvernement dans sa guerre contre les travailleurs. Il a permis pour la première fois à des catégories d'entreprises (fleuristes et boulangers) d'ouvrir en faisant travailler leurs salariés. Une manière de remettre en cause cette journée fériée et chômée.

Vive le Premier mai !

Turquie

La répression n'empêche pas les manifestations du Premier mai

En Turquie, les manifestations du 1er mai 2026 ont donné lieu, cette année encore, à une forte répression policière.

Les syndicats avaient appelé à manifester à travers le pays pour réclamer des hausses de salaire. À Istanbul, mégapole d'un million d'habitants, des tensions ont éclaté, la police turque a utilisé des gaz lacrymogènes contre les manifestants et procédé à des centaines d'arrestations.

Cela a été le cas notamment autour de la place Taskim où, malgré les interdictions, des milliers de travailleurs, femmes, étudiants sont venus en masse reprenant les slogans « *Pain, paix, liberté* ». 576 personnes ont été interpellées dans la seule journée du 1er mai, dont des militants, des syndicalistes, des journalistes et des figures de l'opposition au gouvernement du président Erdogan. Les arrestations avaient commencé dès le début

de la semaine, avec des mandats d'arrêt et de perquisition émis contre des dizaines de personnes. 46 avaient été arrêtées avant le 1er mai. Elles ont été relâchées le samedi après une nuit de garde à vue.

Dans le pays la situation des travailleurs et des masses pauvres s'aggrave mois après mois. En 2026, le salaire minimum net mensuel s'élève à peine à 620 dollars, alors que l'inflation officielle dépasse les 30 %. Les travailleurs font le plus souvent face à des conditions de travail précaires : le nombre des accidents du travail explose. Ils subissent les licenciements abusifs, les salaires impayés ! C'est dire que pour les travailleurs, les raisons de manifester leur colère sont nombreuses.

Mais avec un système public de santé qui s'effondre ou un système d'éducation scolaire qui passe de plus en plus sous l'emprise de la religion, ou encore les problèmes d'insécurité qui augmentent parallèlement avec la pauvreté, c'est bien la situation de l'ensemble des masses laborieuses qui s'aggrave dans le pays.

Après deux décennies de pouvoir de plus en plus autoritaire, ces dernières années, la popularité du président Recep Tayyip Erdogan et de son parti islamoc conservateur, l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) a chuté. Lors des élections municipales du 31 mars 2024, il a perdu plusieurs mairies.

En réponse, le pouvoir intensifie la répression, y compris contre

ses adversaires politiques, tel le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, principal rival de Erdogan aux prochaines présidentielles. Le pouvoir judiciaire a été instrumentalisé à des fins politiques. La Turquie se trouve désormais classée 118e sur 143 pays dans un récent classement sur l'état de droit.

La répression des manifestations comme celle du 1er mai 2026, les arrestations de syndicalistes, journalistes et opposants politiques visent à intimider les travailleurs, les jeunes et les masses en lutte contre leur condition et qui s'opposent au gouvernement. Mais, ces derniers peuvent aussi se renforcer au cours de leurs luttes.

Il y a 178 ans, les esclaves obtiennent leur liberté le 27 mai

Le gouvernement provisoire de la Seconde République signe un décret d'abolition de l'esclavage le 27 avril 1848 dans toutes les colonies et les possessions françaises. Ce décret met officiellement fin à plus de deux siècles d'esclavage.

Mais durant la période esclavagiste, de nombreux esclaves se sont révoltés contre ce système d'oppression et d'exploitation. Il y a eu dans les Amériques plus de cent révoltes armées d'esclaves. La moitié de ces révoltes ont eu lieu à Saint-Domingue

(aujourd'hui Haïti) durant la révolution française entre 1791 et 1793.

Sous la Seconde République issue du mouvement révolutionnaire de 1848, l'abolition est proclamée en Martinique suite à l'insurrection des esclaves

du 22 mai 1848 en Martinique. La nouvelle parvient en Guadeloupe. Il y avait à l'époque une situation insurrectionnelle qui a obligé le gouverneur Jean-François Layrle à décréter l'abolition le 27 mai en se fondant sur le décret du gouvernement pro-

visoire du 4 mars, sans attendre l'autorisation de Paris.

C'est grâce à la résistance et aux nombreux combats menés par les esclaves qu'ils ont réussi à arracher leur liberté eux-mêmes. ■

Mai 1967 : trois jours de massacre

En mai 1967, en Guadeloupe, une grève des ouvriers du bâtiment à Pointe-à-Pitre met le feu aux poudres. Les travailleurs revendiquent des augmentations de salaires face à la vie chère et aux inégalités héritées de la domination coloniale.

Très vite, le conflit dépasse le cadre de la grève : c'est toute la colère sociale qui s'exprime.

Les 26, 27 et 28 mai, la répression se déchaîne. Le 26 mai, une manifestation est violemment dispersée par les forces de l'ordre, qui ouvrent le feu sur la foule. Le 27 mai, la police et la gendarmerie occupent la ville, procèdent à des arrestations massives et tirent à balles réelles dans plusieurs quartiers populaires. Le 28 mai, la traque conti-

nue, avec de nouvelles fusillades et une véritable chasse aux manifestants.

Parmi les victimes figure Jacques Nestor, militant syndical et politique indépendantiste du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe) abattu par les forces de l'ordre le 26 mai. Sa mort devient un symbole de la violence de la répression et de la colère ouvrière.

Le véritable bilan humain est resté longtemps caché. Le bilan

officiel initial faisait état de sept à huit morts. Une estimation administrative ultérieure évoquera au moins 87 victimes, tandis que les travaux historiques situent aujourd'hui le nombre de morts entre 80 et 200.

Ces événements mettent à nu la réalité de l'ordre colonial : derrière les discours d'égalité, les travailleurs guadeloupéens subissent exploitation, pauvreté et racisme institutionnalisés. Face à leur mobilisation, l'État répond

comme il l'a toujours fait dans les colonies et les territoires dominés : par la force brute.

Mai 67 n'a pas disparu des mémoires, mais cette mémoire a longtemps été étouffée, minimisée ou contestée. Elle reste aujourd'hui un enjeu de reconnaissance et de vérité historique. Mai 67 est un vrai marqueur de la mémoire collective du colonialisme. ■

Martinique

1848 : les esclaves ont arraché leur liberté

En Martinique, l'abolition de l'esclavage en 1848 est le résultat d'un combat mené par les esclaves eux-mêmes.

Depuis des décennies, le système esclavagiste reposait sur des violences extrêmes, des inégalités profondes et une exploitation totale des Noirs arrachés à l'Afrique et réduits en servitude. Malgré la répression, les esclaves n'ont cessé de résister : marronnage, ralentissement du travail et révoltes ont eu lieu tout au long de la période esclavagiste.

En février 1848, la révolution éclate en France et entraîne la chute de la monarchie. En avril, le gouvernement de la Seconde République élabore un décret officiel pour mettre fin définitivement à l'esclavage. Toutefois, avant qu'il ne soit appliqué, un navire arrive le 24 mars en Martinique, annonçant la nouvelle qui suscite impatience et colère parmi les esclaves.

Des soulèvements éclatent alors. Dans une habitation de Saint-Pierre, un gérant interdit aux esclaves de jouer du tambour, activité qu'ils pratiquaient

le soir après le travail. Le 20 mai, malgré l'interdiction, un esclave nommé Romain continue d'en jouer. La tension monte et le gérant porte plainte : Romain est arrêté.

Le 21 mai, environ 2 000 esclaves et Noirs libres insurgés affrontent les soldats au Précheur. De violents combats éclatent dans la soirée : plusieurs habitations et maisons de maîtres sont incendiées. On compte 25 morts et 50 blessés parmi les insurgés.

Le 22 mai, les esclaves cessent le travail dans de nombreuses habitations à travers l'île. Le lendemain, l'arrivée d'un navire transportant des soldats à Fort-Royal aggrave la situation. Face à la menace d'un soulèvement général, le conseil municipal de Saint-Pierre vote l'abolition de l'esclavage. Le 23 mai à 15 heures le gouverneur Rostoland proclame officiellement l'abolition, en garantissant l'absence de poursuites contre les



révoltés.

Le 22 mai est aujourd'hui férié en Martinique. Et il a fallu de nombreuses manifestations faisant face aux forces de l'ordre pour l'imposer.

A cette date est célébrée, non pas l'abolition de l'esclavage, mais la lutte des esclaves pour leur libération.

L'esclavage lié à la traite négrière est apparu à l'aube du capitalisme. Ce sont les richesses accumulées grâce à la culture de la canne à sucre ou encore du café par les esclaves, qui ont enrichi la bourgeoisie européenne. Aujourd'hui, la bourgeoisie do-

mine le monde. Son système, le capitalisme, perpétue à travers la planète l'exploitation des êtres humains. Les travailleurs salariés ne sont pas des esclaves au sens juridique du terme, mais ils restent contraints de vendre leur force de travail pour survivre, produisant des richesses accaparées par une minorité de capitalistes. Les travailleurs sont des esclaves modernes.

Hier les esclaves ont brisé leurs chaînes. Demain, c'est par la lutte collective que les exploités de toutes couleurs et de tous pays pourront renverser le système capitaliste.

Iran : vers une reprise de la guerre ?

Le 8 avril, après 40 jours de bombardements des États-Unis sur l'Iran, un cessez-le-feu a été décrété. Depuis, les tentatives de négociations en vue d'un accord de cessation du conflit se multiplient, sans qu'un accord soit signé.

Le détroit d'Ormuz, passage emprunté d'ordinaire par des navires de commerce de toutes nationalités et en particulier par les tankers chargés de pétrole, est toujours bloqué. Il est fermé d'un côté par les navires de guerre américains, de l'autre par la flotte iranienne. De là, la flambée du prix du baril de pétrole que les compagnies pétrolières se sont empressées de répercuter sur le prix des carburants.

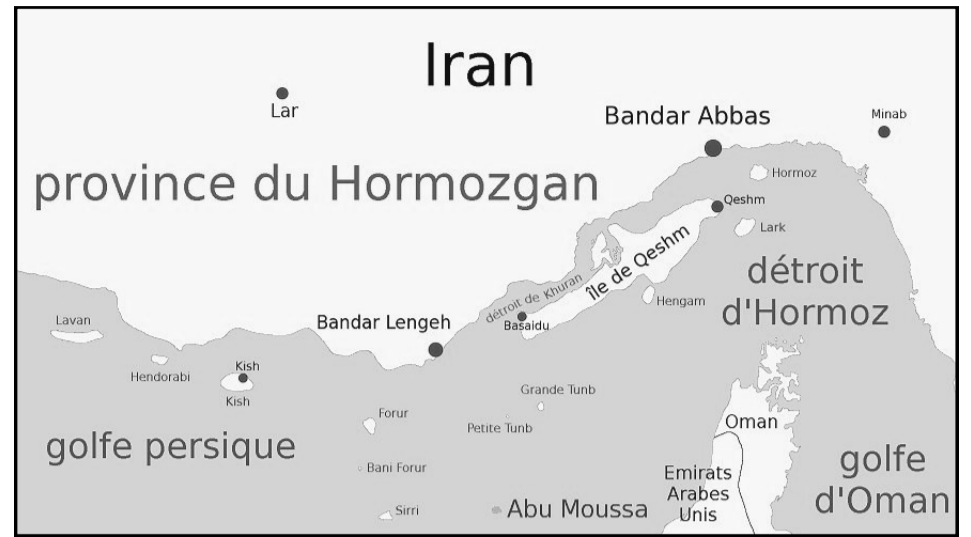
L'Iran vient de proposer un plan en 14 points, en vue de mettre fin au conflit. Il exige entre autres la levée des sanctions contre l'Iran, la fin du blocus naval américain, le retrait des forces israéliennes de la région

et la cessation des hostilités, y compris les opérations israéliennes au Liban. Il conditionne les discussions sur la recherche nucléaire, dont les États-Unis exigent l'arrêt, au retour d'une paix durable.

Par ailleurs il manie aussi le bâton : un haut conseiller militaire menace de couler les navires de guerre américains et de « transformer le détroit d'Ormuz en cimetière de pirates américains ».

La population iranienne paye le prix fort. Elle est victime des bombardements, souffre aussi de la forte hausse des prix liée au blocus et la destruction des infrastructures.

De son côté Trump se dit prêt à



étudier le plan proposé tout en affirmant ne pas pouvoir « imaginer qu'il soit acceptable ».

Trump se trouve pénalisé par le coût financier et politique d'une

guerre impopulaire à quelques mois des élections de mi-mandat. De plus, les États-Unis n'ont pas obtenu la soumission attendue du régime iranien, qui est l'enjeu de cette guerre.

Liban : des milliers de morts

Les frappes israéliennes continuent au Liban malgré le prétendu cessez-le-feu en vigueur depuis le 2 mars dernier. Le week-end du 2 et 3 mai a été particulièrement meurtrier.

Le Sud-Liban, la vallée de la Bekaa, ainsi que le sud de Beyrouth, zone d'implantation du Hezbollah et de la population chiite, sont particulièrement touchés par la guerre que mène Israël contre le Liban. Le bilan officiel dressé par le ministère de la Santé libanais le 24 avril est au moins de 2 490 morts et de 7 725 blessés. Plus d'un million de personnes ont été déplacées sans espoir de pouvoir retourner chez elles, sans compter tous ceux qui pleurent leurs morts.

Israël bombarde sous prétexte de détruire « des infrastructures militaires du Hezbollah ».

Dans cette guerre, sous couvert de lutte contre le Hezbollah, le Hamas ou le régime iranien, ce sont les peuples qui sont visés. Plusieurs générations de Libanais et de Gazaouis n'ont connu que la guerre. Dans cet état de guerre permanent, les périodes de paix ne sont que des répit de courte durée avant la reprise des

hostilités.

D'ailleurs, les récents massacres au Liban sont perpétrés alors qu'il y a un cessez-le-feu officiel.

En bon chien de garde armé par les États-Unis, Israël mène une guerre à tous ceux qui ne se soumettent pas au diktat américain dans la région. Les dirigeants du Liban, de l'Iran, de Gaza et de la Syrie sont les cibles à abattre.

Cet état de guerre quasi permanent est entretenu par Israël depuis sa naissance, en 1948. Cette politique a conduit l'armée israélienne à occuper durablement la Cisjordanie après la guerre des Six-Jours en 1967, à envahir le Liban à plusieurs reprises à partir de 1978 et à occuper le sud de ce pays entre 1982 et 2000. Aujourd'hui l'armée israélienne, galvanisée par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, accélère sa politique de colonisation et d'installation durable au delà de ses frontières actuelles.



Un nuage de fumée au-dessus du village de Chamaa, au Liban-Sud, le 1er mai 2026, après un dynamitage par l'armée israélienne. Kawnat Hajju/AFP

Cependant, les dirigeants libanais comme ceux de l'Iran et de Gaza ne sont pas exempts de toute responsabilité. Ils se servent de leur peuple comme bouclier humain et les maintiennent sous des régimes dictatoriaux.

Tous ces peuples, y compris le peuple israélien, n'ont aucune confiance à faire à leurs diri-

geants.

Les pourparlers de paix entre les États-Unis et l'Iran auront probablement des incidences sur la guerre d'Israël contre le Liban. En attendant, des milliers de personnes ont déjà perdu la vie.

Moyen-Orient : l'impérialisme américain à l'œuvre

Dans le détroit d'Ormuz, les États-Unis ont fait parler la poudre. Leur marine a frappé des embarcations iraniennes et renforcé leur présence militaire dans cette zone stratégique où transite une part essentielle du pétrole mondial.

Ces démonstrations de force s'inscrivent dans une escalade permanente, malgré l'annonce d'un cessez-le-feu dont la fragilité apparaît évidente. Les opérations des États-Unis sont présentées comme des ripostes. Chaque incident, chaque intervention militaire accroît le risque d'un embrasement plus large, dont les

premières victimes seraient les populations de la région et les travailleurs du transport maritime. Mais pour les dirigeants américains, l'essentiel est ailleurs : maintenir leur contrôle sur les voies commerciales et défendre les intérêts des grandes entreprises pétrolières et financières.

Dans le même temps, Washington ravive ses pressions contre Cuba, évoquant la possibilité d'une intervention.

Depuis des décennies, l'île subit embargo et sanctions. Elle est traitée comme une cible potentielle, au mépris des populations.

Ces interventions et ces menaces

illustrent une constante : la volonté des États-Unis d'imposer leur loi bien au-delà de leurs frontières. Sous couvert de sécurité ou de stabilité, c'est toujours la défense des intérêts des plus puissants qui guide leur action, avec des conséquences tragiques pour les peuples concernés.

Bénéfices et racket

Cinq milliards huit cent millions d'euros de bénéfices rentrent dans les caisses des actionnaires du groupe TotalEnergies pour ce premier trimestre. Rien que ça !

TotalEnergies aurait donc de quoi payer 120 000 salariés en plus, à 2000 € net cette année ! Le Premier ministre Lecornu trouverait aussi de quoi combler le trou du budget que le gouvernement annonçait à 40 milliards il y a quelques mois, s'il cherchait dans les coffres de ces actionnaires.

Les capitalistes tirent leurs profits de l'exploitation des travailleurs et les politiciens à leur service préfèrent faire les poches des travailleurs et des plus pauvres. Ils pourraient finir par se retrouver face à un renversement de situation. À savoir, que nous mettions nos mains dans leurs poches.



Martinique

Hausse des carburants : les salaires doivent suivre !

Il faut déboursier plus de 2 euros pour avoir un litre de diesel et près de 2 euros pour un litre de sans plomb depuis le 1er mai.

La guerre en Iran a bon dos. Comme avec la guerre en Ukraine, les capitalistes veulent faire payer aux travailleurs et aux plus pauvres de cette société leur politique et leurs marges de profits. Les médias de la bourgeoisie annoncent, sans cesse, des augmentations des prix à ve-

nir. Ils préparent le terrain pour que nous acceptions de payer les crises du capitalisme, les guerres des capitalistes. Aujourd'hui, les prix c'est le domaine des capitalistes. Le domaine de la classe ouvrière ce sont les salaires, les pensions, les minimas sociaux.

C'est avec ces revenus que nous vivons. Pour rattraper le coût de la vie, le SMIC doit augmenter de 600 euros. Ensuite il faudra exiger l'échelle mobile des salaires pour ne pas être laissés en arrière. C'est-à-dire que les prix qui augmentent de-

vraient automatiquement provoquer l'augmentation des salaires et des pensions d'autant. Pour obtenir le rattrapage et l'échelle mobile des salaires et pensions, les classes laborieuses devront s'organiser et se battre contre leurs oppresseurs profiteurs de guerre.

Dans les entreprises

Écho des hôpitaux (Martinique)

Blanchisserie PZQ : personnel mobilisé!

Depuis mars 2026, le personnel de la Blanchisserie est mobilisé. Il dit stop à la souffrance au travail, réclame du matériel ainsi que le remplacement des appareils défectueux. Il exige de meilleures conditions de travail, des effectifs supplémentaires et la stagiarisation des contractuels. La liste des défaillances du service est longue mais les collègues entendent bien avoir satisfaction.

Écho des hôpitaux (Guadeloupe)

ASH en mode super-brèves

Au PPE, la direction a sûrement inventé une nouvelle méthode révolutionnaire : remplacer les embauches... par l'épuisement du personnel. Aujourd'hui : quatre ASH pour trois grands bâtiments. Demain : peut-être deux ASH pour tout le site, avec une médaille pour « performance exceptionnelle » ? Pendant que les arrêts maladie explosent, les solutions, elles, restent en arrêt prolongé. À ce rythme-là, il ne

faudra plus seulement nettoyer les sols, mais ramasser les collègues !

Traumatologie : quand ça craque, ce n'est pas que les os...

Depuis des semaines, le personnel tire la sonnette d'alarme. Conditions de travail sous tension, équipes à bout... et pour seule réponse ? Des convocations à la direction des soins, façon « on vous écoute... mais pas trop fort » ??

La voix des communaux (Les Abymes)

La suivante ?

Une note aux agents a été publiée au début du mois pour rappeler le respect des horaires. Puis le 22 avril, nous avons reçu une note intitulée « Retour des véhicules en fin de service ». Il y a officiellement environ 70 véhicules de service type véhicules légers, SUV et pickup. Quel sera le sujet de la future note au personnel ? Le « Retour des agents en fin de service » ?

Au service d'eux-mêmes

La Chambre régionale des

comptes (CRC) a sorti son rapport sur la ville des Abymes. Certains se servent au lieu de servir. Après on nous parlera de service public...

Konba travayè bannan (Martinique)

Habitation Paquemar : lorsque vouloir tout contrôler devient une obsession

Sur l'exploitation Paquemar du Vauclin, le directeur exige, pour la mise en place de son planning des congés, que le salarié justifie ses dates de départ, en présentant son billet du transport aérien. À Paquemar, si pour partir en vacances on est encore sous surveillance, là, on frôle le ridicule...

Habitation La Richard : bon débarras

Sur l'Habitation La Richard, qui s'étend sur une surface agricole de plus de 132 hectares, entre les Pitons du Carbet et la ville de Trinité, les salariés ont appris le départ prochain du directeur de l'exploitation. Questionnés sur ce départ, les ouvriers ne cachent

pas, que ce départ n'est pas une perte, mais une respiration!

Écho de France Travail

Quand France Travail finance des gourous

50 à 60 % du chiffre d'affaire d'un centre de formation provenant de France Travail, c'est ce qu'a révélé une émission de France 2, il y a quelques jours. Le DG a découvert ce centre de formation bidon financé par France Travail pour des cours de magnétisme, communication animale ou géobiologie... en même temps que les téléspectateurs. Le DG qui ne sait pas ce qu'il y a dans sa boutique, pour moins que ça, un simple salarié se fait virer !

Sucrierie en lutte (Gardel)

Rouleaux récalcitrants

La campagne est bien lancée, les Titans sillonnent les routes et font la file à l'entrée. Dans l'usine les rouleaux ont eu des sautes d'humeur avec le broyage de canne. Au final ce sont les ouvriers qui sont là pour les remettre d'aplomb. Leur compétence doit être reconnue.

Haiti

Les ouvriers ont manifesté le Premier mai

Le 30 avril et le premier mai, les ouvriers se sont mobilisés. À Port-au-Prince, ils étaient plusieurs milliers à défiler. Les gangs se sont tenus à l'écart.

Portant des banderoles, des drapeaux rouges et des pancartes, ils réclament la réévaluation du salaire minimum journalier à 3000 gourdes (20 €). Le salaire des ouvriers, décrété par le gouvernement et le conseil supérieur des salaires (CSS), est bloqué depuis 2022 à 685 gourdes (4,5 €).

Depuis la mi-avril 2026, les ouvriers des usines de textile ont manifesté pendant trois jours pour dénoncer leurs conditions de travail. Plusieurs mouvements de grève et de protestation ont eu lieu dans le parc industriel de Port-au-Prince (SONAPI) et celui de Ouanaminthe sur la frontière avec Saint-Domingue, qui emploie environ 18 000 ouvrières et ouvriers.

Le pouvoir d'achat des ouvriers dégringole depuis que le gouver-

nement a augmenté le prix du carburant début avril. Un gallon de 4 litres d'essence vaut plus cher que le salaire journalier d'un ouvrier.

Pour le gouvernement le premier mai est une tout autre fête. Il a célébré le premier mai en tant que la « fête nationale de l'Agriculture et du Travail », dans les jardins du Palais National. Sous le thème « *Pwodiksyon nasyonal se potomitan batay pou sekirite* » (la production nationale est le point central de la bataille pour la sécurité), des agriculteurs « méritants » ont été félicités et médaillés. Lors de la cérémonie officielle, le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, a réaffirmé son « engagement en faveur de la souveraineté nationale, de la valorisation du travail et de la relance de la pro-



duction locale ». Le gouvernement est au service des patrons et de la bourgeoisie et ne cède toujours pas sur les salaires. Les ouvriers ne sont pas dupes, et la contestation touche également d'autres secteurs. Au Cap-Haïtien, des employés contractuels de l'hôpital Justinien ont bloqué l'accès à l'établissement le 27 avril, pour exiger le paiement de quinze mois d'arriérés

de salaire. Les employés des douanes, ont manifesté exigeant le paiement des arriérés de salaires et l'abandon de toute procédure visant à poursuivre ou intimider les grévistes.

Les ouvriers du textile montrent la voie. Par la mobilisation, les ouvriers pourront obtenir satisfaction de leurs revendications.

Antigua et Barbuda

Le Premier ministre largement réélu, les problèmes demeurent

Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua et Barbuda, a provoqué des élections législatives anticipées qui ont eu lieu le 30 avril.

Il a réussi son coup, puisque son parti (Labour Party = Parti travailliste) a remporté une large victoire avec 15 sièges sur 17. Il va donc effectuer son quatrième mandat depuis 2014.

Son principal opposant, Jamale Pringle, du Parti Progressiste Unifié, devra donc ronger son frein pendant cinq ans. Il y a même une contestation au sein de son parti quant à savoir s'il restera leader de l'opposition. Il reprochait au gouvernement la vie chère et un certain népotisme dans l'exercice du pouvoir.

Browne a tout de suite été félicité, comme de coutume, par d'autres chefs d'État de la Caraïbe, comme la Première ministre de Trinidad et Tobago, ou Mia Mottley, Première ministre de la Barbade.

Marco Rubio, chef de la diplomatie américaine, l'a également félicité, en souhaitant « renforcer la sécurité régionale en approfondissant la coopération pour lutter contre l'immigration illégale, les organisations criminelles transnationales et le trafic illicite. »

En gentil garçon, et quoi qu'il en pense réellement, Gaston Browne a immédiatement répondu en allant dans le même sens que Rubio. En fait, comme la plupart des petits pays de la Caraïbe, Antigua et Barbuda n'ont qu'une faible marge de manœuvre face aux États-Unis, sous peine de mesures de rétorsion.

Cela ne signifie pas pour autant que tout va bien dans le pays, notamment sur les points souli-

gnés par l'opposition. À noter aussi que l'île de Barbuda a élu un représentant du parti autonomiste, largement vainqueur du candidat du gouvernement.

Les habitants de Barbuda veulent empêcher le gouvernement central d'Antigua de céder des terres aux promoteurs internationaux pour la construction d'hôtels de luxe sans consultation au préalable du peuple de Barbuda.

Ils ont tout intérêt à se mobiliser s'ils veulent faire valoir leurs droits, et plus largement, les travailleurs et la population laborieuse du pays ont intérêt à ne pas faire aveuglément confiance à ce gouvernement qui défend la bourgeoisie locale, dans les limites accordées par l'impérialisme américain.

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal **Combat ouvrier** pour une période de.....mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. ERAPRESS
Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com
Combat ouvrier est aussi sur Facebook,
Instagram et TikTok.

Annnonce aux lecteurs

Exceptionnellement le prochain numéro ne sortira pas le 23 mai mais le 6 juin prochain.